

injuste et cette loi leur causera du tort. Ces gens-là m'ont dit qu'ils étaient prêts à accepter moins de \$30 par mois, pourvu que ce soit d'après un taux uniforme. Ceux qui sont visés par la mesure savent probablement mieux que quiconque ce qu'ils veulent.

• (8.20 p.m.)

Le gouvernement semble prétendre que non. Il a dit non. Je suis stupéfait du don qu'a le gouvernement de s'attirer l'antipathie des gens et de la société. Quand je songe à ce que le gouvernement actuel a fait ou négligé de faire, je vois des étudiants, des médecins et d'autres praticiens, des ouvriers, des syndicats, des vieillards, des cultivateurs, et j'aurais bien des choses à dire à leur sujet si le ministre était resté à sa place, mais il est parti. Je vois aussi les gens qui devraient bénéficier des avantages accordés aux régions de marasme, et nos investisseurs qui ne reçoivent aucune considération du gouvernement. Je songe à ce qui est arrivé sur le plan international à cause de l'initiative du gouvernement.

Quant au budget présenté hier soir, j'ai l'impression que le gouvernement n'a pas averti les Canadiens de la contribution qu'ils feraient désormais pour répondre aux besoins des pensionnés de la vieillesse, que nous connaissons maintenant. On ne s'y est pas pris de la bonne façon, car la Caisse compte actuellement 330 millions de dollars environ. En apprenant cela, je suis persuadé que chaque Canadien s'apercevra que l'augmentation d'impôt n'était pas justifiée.

J'aimerais relever maintenant les diverses catégories de vieillards pensionnés. Nous allons prélever des impôts pour verser une pension de base de \$75 pour la sécurité de la vieillesse, des impôts pour financer le régime de pensions du Canada et pour assurer le supplément de revenu. Il est grand temps de penser à la bonne organisation, au lieu de recruter une armée de bureaucrates, pour mettre de l'ordre dans ce gâchis. Le gouvernement accable la nation d'impôts pour financer le régime de sécurité de vieillesse et le régime de pensions du Canada. Il veut encore nous pressurer, même si la Caisse renferme 330 millions de dollars, pour verser le supplément de pension de vieillesse. Toute cette surimposition est inutile, car on pourrait épargner le montant nécessaire en augmentant l'efficacité de l'administration. Il nous faudrait un personnel administratif, au lieu de trois, pour appliquer les mesures de sécurité sociale.

**Une voix:** Comment les paiera-t-on?

**M. Winkler:** Nous n'allons certes pas trouver l'argent en embauchant un personnel supplémentaire mais inutile et, si le député ne s'en

[M. Winkler.]

rend pas compte, c'est qu'il n'est pas ici depuis assez longtemps pour savoir ce qui se passe.

Toutes nos mesures de sécurité sociale devraient être confiées à un seul personnel administratif afin d'assurer une bonne organisation. Point n'est besoin de prélever ces nouveaux impôts. Nous devrions viser à épargner de l'argent plutôt que de penser aux divers secteurs de notre société à qui on pourrait faire payer plus d'impôts. Nous ne faisons que créer inutilement un royaume bureaucratique. C'est la philosophie d'un libéral, pas d'un d'entre nous. J'espère que les journaux le feront savoir au peuple. Nous prélevons aux mêmes fins des impôts, de trois secteurs restreints mais très importants et la gestion de nos programmes de sécurité sociale est tout à fait inefficace.

Même si je me sens dans l'obligation de voter pour les versements supplémentaires à nos vieillards, je dois pourtant signaler à la Chambre l'injustice de nos politiques fiscales. Le gouvernement actuel n'a même pas songé à l'efficacité lorsqu'il s'est occupé des mesures sociales présentées pour le compte des Canadiens qui ont édifié notre pays. Il n'a pas été honnête lorsqu'il a préparé l'avenir de ceux qui, demain, feront partie de notre société économique.

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, avant que la Chambre soit priée de faire franchir l'étape de la troisième lecture au bill C-251, je tiens une fois de plus à faire appel au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M. MacEachen) pour qu'il transforme ce bill et qu'il en fasse la mesure qui s'impose. Nous nous réjouissons à la pensée que désormais des vieillards toucheront \$105 par mois, mais nous déplorons l'attitude rétrograde du gouvernement qui a refusé ce montant à tous les allocataires de la pension de vieillesse et qui les a soumis à ce qu'il appelle une évaluation du revenu mais que la plupart des Canadiens appelleront une évaluation des ressources. J'ai l'intention, pour concrétiser notre appel, à l'étape de la troisième lecture, de proposer un amendement qui, je m'empresse de le dire au ministre, ne doit pas être considéré comme une motion de censure.

Si le ministre voulait—comme c'est le cas au fond, je le sais—accepter la proposition que nous avons l'intention de présenter et revenir à l'idée d'une pension intégrale sans évaluation des ressources, il constaterait l'empressement de la chambre à adopter ce soir les trois étapes de n'importe quelle mesure qu'il faudrait pour accorder une pension de \$105 par mois à tous les pensionnés. Lorsque je dis qu'il n'y aurait pas de débat, je n'exprime, bien entendu, que ma propre opinion, mais je suis convaincu que tous les députés adopteraient la même attitude. Je crois que,